

## **Global Governance. Assessment 2005.**

Commission des Evêques Catholiques auprès de l'Union Européenne. Comece.

Contribution de R. Van Ermen.

Bruxelles, le 1er Mars 2006.

Un rapport d'évaluation de la gouvernance mondiale devrait être conçu comme un radar donnant aux lecteurs, en l'espère les Evêques Catholiques d'Europe, une aide à l'anticipation. Trois types de 'wake up call' manquent et devraient figurer dans le résumé exécutif et le rapport:

### 1. A seismic shift in energy demand.

We are facing since 2005 a 'seismic shift in energy demand'. Energy price, energy security issues, energy efficiency as well as eco-innovation, eco-technologies and services are new drivers of a competitive economy and also a resource security issue.

- We might be witnessing the beginning of a (new) 'War for Resources'.
- We should expect more nationalistic approaches. Indeed, since then, the behavior of Russia versus Ukraine is indicating that we are going back to very nationalistic approaches.
- We should expect new people migrations. A 2005 report to the Pentagon on "An Abrupt Climate Change Scenario" is warning that we might be close to a new glaciation leading to new people migration and conflicts.

Il faudra sans doute adapter notre vision des droits fondamentaux aux défis du futur. La vision de droits focalisée sur « l'individu », « construction individuelle individualiste », « détachée du cosmos, de l'univers », affranchie des contraintes et des interdits sociaux, est-elle le mieux à même de répondre aux défis du XXIème siècle faits essentiellement d'interdépendances ? Pour poser la question en termes très actuels - face aux risques que le changement climatique, l'épuisement ou la dégradation de certaines ressources font peser sur l'humanité et face au besoin de modifier les modes de consommation - la « construction individuelle individualiste » est-elle la mieux adaptée pour faire progresser l'humanité vers une société de bien-être collectif pour tous, seul choix possible pour contrer la descente vers le chaos à laquelle nous préparent nos modes actuels de production et de consommation ?

Comme le suggère le philosophe Jean-Pierre Dupuy, il faut « repenser » la notion de responsabilité en fonction des urgences nouvelles. Ainsi des distinctions traditionnelles action/omission, individuel/collectif, prochain/lointain devront être revues au regard de nos responsabilités individuelle (les petits ruisseaux font les grandes rivières, penser global agir local, etc).

### 2. The impact of the European institutional crisis and global governance.

The report is not addressing as it should the consequences of the European institutional crisis. If we want, in terms of global governance, to be serious, the

report should address to what extent Europe is and will be able to act as a 'global civil power' to tame conflicts.

After the two 'No' registered in France and the Netherlands, le danger aujourd'hui est double. D'abord, construire l'Union contre ses peuples et en faisant le lit des extrêmes. C'est préparer de nouveaux bains de sang. Ensuite, ne pas être en mesure de répondre, à la vitesse nécessaire, aux nouveaux défis et dangers comme le risque d'une guerre des ressources. C'est une perspective aussi inacceptable.

Par rapport à un système de global governance, il nous faut

- Une Déclaration d'Interdépendance
- Des États-Généraux pour traiter des partenariats pour une solidarité inter-générationnelle dans l'Union, de la globalisation et de l'action de l'Europe pour un monde plus durable et solidaire,
- D'une Alliance des 3 Mers. L'élargissement va trop vite et trop lentement. Dès lors, poursuivre le « rêve européen »<sup>1</sup> passe par la stratégie des « anneaux olympiques » qui – après la réunification de 2004 – lance une nouvelle « alliance ». Il faut compléter la construction de l'Union – qui n'a pas vocation à devenir un empire – par la création d'un second anneau entrelacé avec l'Union des 25/27 qui en ferait partie. L'Alliance se concentrerait sur 4 « corbeilles ». « énergie et eau », « commerce libre et équitable », « démocratie et droits fondamentaux » et « jeunesse ».

The EPC report 'Revamping development efforts' should be mentioned.

La Commission a aussi présenté au Conseil européen de Hampton Court, en novembre 2005, un papier intitulé « *European Values in the Globalised World* ». L'articulation nécessaire entre valeurs et stratégie dans le cadre de la globalisation est donc largement partagée en principe. Toutefois le papier de la Commission - qui met en avant de nobles valeurs que nous partagerions dans notre diversité telles que la solidarité, la cohésion, etc. et qui souligne qu'il s'agit d'un thème qui n'est pas qu'une question économique ou de finance publique mais de justice sociale - n'aborde nullement les questions essentielles que sont la notion de « croissance », la transformation du modèle pour assurer un bien-être pour tous, pays développés et en développement. Le seul thème qui hante la Commission est la « modernisation de notre système social » et l'attitude des Européens à l'égard du travail. Il assume l'hégémonie du marché sur la société, il est pensé en termes de croissance et de compétition avec les autres blocs commerciaux, pas en termes de justice. En cela il appelle à une réflexion plus approfondie sur nos « valeurs » comme le notait Frank Turner (OCCIPE Director)<sup>2</sup>. Nos proposons que la Convention III porte sur les nouveaux indicateurs de progrès tout comme sur la Constitution.

### 3. Citizens Governance Leverages

Parler de 'global governance' comme si la question se limitait à faire progresser le système institutionnel mondial, me semble trop court. Aujourd'hui notamment en

---

<sup>1</sup> Jeremy Rifkin, *Le Rêve européen*, Tarcher/Putnam, 2004.

<sup>2</sup> Voir son article sur le site du Forum permanent de la société civile : [http://www.forum-civil-society.org/forumf/article.php3?id\\_article=96](http://www.forum-civil-society.org/forumf/article.php3?id_article=96)

raison de l'évolution des moyens de communication comme de nouveaux axes de RSE et ISR, les acteurs non publics, c'est à dire les entreprises d'une part, la société civile d'autre part ont des moyens considérables pour définir des normes de gouvernance mondiale, distincte ou parallèle à celles mises en place par les pouvoirs publics. L'Eglise Catholique qui est un acteur clef en matière de normes sait cela.

.Le rôle de l'Union Européenne comme puissance normative en matière de biens mondiaux tout comme en termes de solidarité sociale dépendra et de gestion des ressources naturelles et énergétiques vues comme un facteur de sécurité certes des facteurs institutionnels décrits plus haut. Mais il dépendra aussi d'une autre dynamique européenne qui doit résulter de l'interaction entre la société civile et les entreprises. Il résultera de ce « second axe » que, pour saisir la place de l'Europe dans la mondialisation, il faut avoir à l'esprit une relation sous la forme d'un carré : l'Union, les entreprises, la société civile et les autres régions du monde.

La politique de RSE et de ISR doit s'intéresser aux nouveaux 'facteurs de paix' qu'est la gestion des ressources naturelles et énergétiques.

Ils sont Européens comme ils sont Américains, Asiatiques, Africains, Latino-Américains. Ils ont une autre vision du monde et de la globalisation. Ils savent que la montée des inégalités et des valeurs inégalitaires est un ferment dangereux. Ils refusent la guerre pour les ressources et la guerre des fanatismes religieux ou philosophiques, qui sont les deux grandes menaces de violence en ce XXIème siècle. Ils prônent le passage de la compétition au co-développement. Ils sont l'avant-garde de la « nouvelle économie » que – sauf aller à la guerre – le contexte mondial démographique, climatologique et de ressources rend impératif.

Au plan Européen, ils et elles veulent faire de l'aventure Européenne une nouvelle étape de l'histoire de l'humanité contribuant, comme l'écrit J. Rifkin à « *faire advenir l'humanité à une conscience globale qui soit en correspondance avec une société de plus en plus interconnectée et globalisée. Le rêve européen est fondé sur l'inclusion, la diversité culturelle, la qualité de la vie, le développement durable, les droits sociaux, les droits de l'homme universels* »<sup>3</sup>. Ils soulignent l'importance de l'Europe dans un jeu multipolaire.

So, Religious Organisations and Members of Religious Faiths can also plan an active role by moving the CSR and SRI agenda's. From corporate governance to corporate responsibility towards the common good is an issue often addressed.

Religious Organisations have their own Ethical Funds.. How could SRI be more developed by 'church investors' ? Should believers concerned by the common good make use of their personal investment power to accelerate the transition towards peace, justice and solidarity? At an Ecumenical Investment Seminar hosted by Oikocredit in Soesterberg on 15 December 2005, *the financial experts from the ecumenical world participating agreed that transparency about church investment policies is an absolute must. They also stated that there is a growing need to develop Socially Responsible Investment guidelines for churches of all denominations across the globe.(...)* Participants expressed the urgent need for

---

<sup>3</sup> Jeremy Rifkin, *The European Dream, How Europe's vision of the future is quietly eclipsing the American Dream*, Tarcher/Penguin, 2004.

alliances amongst churches to exchange best practices in investment policies, and to develop common standards.

Une Conférence Européenne sur le rôle des organisations religieuses en matière de ISR est en cours de préparation et devrait se tenir le 26 Juin.